

Embargo : jusqu'à 10 h 15



Communiqué de presse

Mardi 4 février 2025

Renforcer la compétitivité et la sécurité

Faire avancer la Suisse avec responsabilité et courage

Les États-Unis défient le monde. La concurrence entre places économiques va s'intensifier considérablement. La Suisse doit faire avancer d'importantes réformes de politique économique. Cela exige un esprit de responsabilité collective et des décisions courageuses. Sans un large consensus politique, il sera impossible de poser les finances fédérales sur des bases solides. Un front uni sera également nécessaire pour consolider la voie bilatérale. En ce qui concerne la réglementation bancaire, nous devons faire preuve de discernement si nous souhaitons atteindre l'objectif d'une place financière à la fois compétitive et stable.

Le nouveau président américain Donald Trump envoie des signaux clairs : réduction des impôts, allègement des réglementations et hausse des droits de douane. Il exhorte l'Europe à en faire plus pour sa sécurité. Dans cet environnement géopolitique et économique complexe, la Suisse doit naviguer habilement et renforcer son attractivité. La conférence de presse annuelle d'economiesuisse, la faïtière des petites et grandes entreprises suisses, était placée sous le signe des grands projets de réforme. « Nous devons surmonter les blocages et les intérêts particuliers. Garantir la prospérité et la sécurité exige aujourd'hui un esprit de responsabilité collective et des décisions courageuses », a souligné Christoph Mäder, président d'economiesuisse. Le programme d'allègement budgétaire met à l'épreuve les finances fédérales. Pour l'économie, il est essentiel que le budget repose sur des bases solides à long terme. Ce n'est qu'ainsi que pourra être créée une marge de manœuvre permettant d'investir dans la sécurité et la défense.

Politique européenne : la mise en œuvre sur le plan intérieur est la question centrale

Pour la place économique suisse, il est essentiel de consolider la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE). « Nous sommes convaincus que la voie bilatérale est taillée sur mesure pour notre pays : là où nous souhaitons un accès au marché ou une coopération, nous concluons des accords et nous nous entendons sur des règles communes. Mais, dans les domaines où nous ne voulons pas d'accords, nous n'en signons pas », a déclaré Monika Rühl, présidente de la direction. Sur la base des informations connues en lien avec le paquet d'accords négociés, l'économie peut en tirer un premier bilan positif : l'actualisation des accords d'accès au marché intérieur existants permet de consolider durablement l'accès au marché européen. Les programmes de coopération dans des domaines spécifiques, dont la recherche-développement via Horizon Europe, sont extrêmement positifs aux yeux d'economiesuisse. L'économie salue également le fait que la clause de sauvegarde ait pu être concrétisée dans l'accord sur la libre circulation des personnes. Celle-ci constitue le fondement permettant de prendre des mesures en cas de problèmes majeurs. Il s'agit désormais de mettre en œuvre le paquet d'accords sur le plan intérieur. Les propositions concrètes à ce sujet seront

déterminantes pour l'évaluation finale des bilatérales III. Elles ne sont pas encore disponibles à ce stade. Une chose est néanmoins sûre : la flexibilité du marché du travail n'est pas négociable.

Réglementation bancaire : l'union fait la force

La Suisse a besoin d'une UBS forte. L'économie d'exportation est tributaire d'une banque globale disposant d'un excellent réseau international et capable d'accompagner, de financer et de soutenir ses activités commerciales à l'étranger. Il est dans l'intérêt de tous qu'UBS soit compétitive. Imposer à UBS des exigences qui l'empêchent de s'affirmer face à la concurrence internationale serait une erreur. Mais cela ne signifie pas que nous ne devons pas optimiser et améliorer la réglementation bancaire existante. Il est important de faire ce qu'il faut et d'agir là où c'est effectivement nécessaire. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CEP) a montré que les principaux problèmes étaient une gestion insuffisante chez Credit Suisse, une utilisation partielle des instruments de surveillance à la disposition de la FINMA et une coopération défailante entre les autorités. En ce qui concerne le cadre réglementaire, l'économie considère essentiel de miser sur une approche coordonnée à l'échelle internationale pour garantir la compétitivité de la place financière.

Initiative pour la responsabilité environnementale : un refus ferme

Le 9 février, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative pour la responsabilité environnementale des Jeunes Verts. Une acceptation entraînerait une hausse des prix, des interdictions de consommation et un cadre réglementaire plus contraignant. Cette initiative illustre une tendance plus large : au lieu de rechercher des compromis viables, on fixe des objectifs irréalistes qui mettent en péril la compétitivité de la Suisse. *economiesuisse* rejette fermement cette initiative et s'engage activement dans la campagne pour un NON.

Pour toute question :
Cristina Gaggini
Directrice romande
Téléphone : +41 78 781 82 39
Courriel : media@economiesuisse.ch

Embargo : jusqu'à 10 h 15

Conférence de presse annuelle 2025

Mardi 4 février 2025

Seul le discours prononcé fait foi.

L'Europe et la Suisse doivent en faire plus pour leur compétitivité

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à notre conférence de presse annuelle. Nous nous réjouissons de cet échange et de la discussion à venir avec vous.

Lorsque Donald Trump a pris ses fonctions de président des États-Unis, il y a quelques jours, un journal suisse a titré : « Trump est un prédateur et les Européens sont des travailleurs sociaux. » Pendant que les États-Unis utilisent tous les moyens à leur disposition pour renforcer leur position, l'Europe est surtout préoccupée par elle-même. Ce qui est certain, c'est que l'Europe et la Suisse vont au-devant de grands, très grands défis. Les États-Unis défient le monde. Outre-Atlantique, on abolit des réglementations, on baisse les impôts et on accroît l'efficacité de l'administration. Parallèlement, les États-Unis imposent des restrictions et des droits de douane plus élevés à leurs partenaires commerciaux. Donald Trump attend de l'Europe qu'elle investisse davantage dans sa propre sécurité et capacité de défense. De ce côté-ci de l'Atlantique, un nombre croissant de responsables politiques comprennent que l'Europe doit renforcer sa compétitivité et sa sécurité.

Plus de compétitivité, plus de sécurité, plus de coopération. Tel doit être le cap pour l'Europe et la Suisse dans les années à venir.

Qu'est-ce que cela signifie pour notre pays ? Cela signifie tout d'abord que nous devons regarder plus loin que le bout de notre nez. L'insécurité géopolitique et économique persiste à l'échelle mondiale. La Suisse doit faire au mieux dans ce contexte difficile. Mais force est de constater qu'en Suisse le débat politique reste focalisé sur tout autre chose. Il est souvent dominé par des discussions bornées sur des intérêts particuliers. On préfère bloquer un projet plutôt que d'élaborer des réformes susceptibles de recueillir une majorité. Nous devons de toute urgence changer d'attitude. Nous devons replacer l'intérêt supérieur de la Suisse au centre des décisions et veiller à préserver notre pays. Assurer notre prospérité et notre sécurité exige une vision collective et des choix courageux.

Avec le programme d'assainissement budgétaire, les finances fédérales sont mises à l'épreuve. Pour l'économie, il est essentiel que le budget de l'État repose sur des bases solides à long terme. Des

finances saines sont décisives, car elles créent une marge de manœuvre, notamment pour investir davantage dans la sécurité et la défense du pays. Le Conseil fédéral a présenté le programme d'allègement budgétaire il y a quelques jours. L'économie le soutient résolument. Un État ne peut pas dépenser plus qu'il ne gagne sur le long terme. La Confédération doit prendre des mesures si elle entend préserver sa capacité à agir – également en temps de crise. Elle a besoin d'une marge de manœuvre financière pour relever les défis à venir. Pour les milieux économiques, il est clair que ce programme doit être maintenu tel quel. Tous les domaines doivent apporter leur contribution. Lors de la récente session d'hiver, le Parlement est parvenu à voter un budget qui respecte le frein à l'endettement malgré des hausses de dépenses ciblées. Pour cela, deux choses étaient nécessaires : des compensations susceptibles de réunir une majorité et un camp bourgeois uni. Une détermination similaire sera nécessaire pour rééquilibrer le budget fédéral durablement. On entend déjà des réactions indignées. On parle d'économiser « jusqu'à la mort ». Il est totalement absurde d'appliquer de tels qualificatifs au programme d'allègement. En effet, celui-ci ne fera que freiner la croissance des dépenses. Celles-ci continueront de progresser, simplement un peu moins vite. C'est pourquoi on parle bien d'allègement et non d'économies. Ce programme créera une marge de manœuvre pour des priorités importantes – telle que la sécurité.

J'en viens à un autre point clé : la nécessité de renforcer notre coopération, tant sur le plan commercial qu'au niveau européen. D'une part, il est crucial d'élargir notre réseau d'accords de libre-échange afin de consolider nos relations économiques. D'autre part, nous devons coopérer au mieux avec l'Europe. Ensemble, nous sommes plus forts. La Suisse doit donc continuer à privilégier une relation de partenariat avec ses voisins européens et l'Union européenne. C'est précisément l'objectif du paquet d'accords négocié par le Conseil fédéral : consolider la voie bilatérale qui a fait ses preuves. Nous soutenons cette démarche. Ces dernières semaines, nous avons discuté du contenu de ce paquet, de ce qui en est connu, avec nos membres et une première évaluation en ressort : le bilan est globalement positif. L'actualisation des accords d'accès au marché intérieur existants permettrait de stabiliser durablement l'accès au marché intérieur de l'UE, ce qui est crucial pour les entreprises suisses. Le nouvel accord sur l'électricité constitue un élément clé pour garantir notre sécurité d'approvisionnement énergétique. Les programmes de coopération dans des domaines spécifiques, dont la recherche-développement via Horizon Europe, sont extrêmement positifs aux yeux d'économiesuisse. La participation à Horizon Europe renforce clairement la compétitivité de notre place scientifique et notre capacité d'innovation. Nous saluons également le fait que la clause de sauvegarde ait pu être concrétisée dans l'accord sur la libre circulation des personnes. Celle-ci constitue le fondement permettant de prendre des mesures en cas de problèmes majeurs.

Toutefois, il est important de préciser qu'il s'agit d'une première position. En effet, le texte des accords n'est pas encore disponible. Pas plus que les propositions en vue de la mise en œuvre au niveau intérieur. Or les deux sont décisifs pour évaluer le paquet dans sa globalité. Il est trop tôt pour fournir une appréciation définitive. Ainsi va le destin des forces politiques constructives dans ce pays : pendant que les adversaires de la voie bilatérale s'acharnent déjà contre le paquet, nous devons faire preuve de patience et attendre que la proposition concrète soit sur la table. Une chose est cependant d'ores et déjà claire pour nous : la flexibilité du marché du travail n'est pas négociable. Nous rejetterons d'éventuelles revendications des syndicats qui seraient sans rapport avec le contenu du paquet. Si nous souhaitons continuer à disposer d'un marché du travail qui fonctionne bien et qui soit attractif, nous ne devons pas nous laisser aveugler par les intérêts particuliers. Nous disons expressément non à cela.

Avant de conclure, j'aborderai un dernier sujet, où la compétitivité, en particulier, est d'une importance capitale. Comment la Suisse doit-elle réglementer UBS ? Ce sera l'un des grands sujets politiques en 2025. Pour nous, il ne fait pas de doute que nous devons trouver une solution raisonnable et équilibrée. L'objectif doit être le suivant : nous voulons une place financière compétitive et stable. La Suisse a besoin d'une UBS forte. L'économie d'exportation est tributaire d'une banque globale disposant d'un excellent réseau international et capable d'accompagner, de financer et de soutenir ses activités commerciales à l'étranger. Il est dans l'intérêt de tous qu'UBS soit compétitive. Imposer à UBS des exigences qui l'empêchent de s'affirmer face à la concurrence internationale serait une erreur. Mais cela ne signifie pas que nous ne devons pas optimiser ni améliorer la réglementation bancaire existante. Il est important de faire ce qui est juste et d'agir là où c'est effectivement nécessaire. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CEP) a montré que les principaux problèmes étaient une gestion insuffisante chez Credit Suisse, une utilisation partielle des instruments de surveillance à la disposition de la FINMA et une coopération défailante entre les autorités. En ce qui concerne le cadre réglementaire, l'économie considère essentiel de miser sur une approche coordonnée à l'échelle internationale pour garantir la compétitivité de la place financière.

Mesdames et Messieurs, c'est à nous de renforcer la compétitivité et la sécurité, ainsi que d'entretenir et de développer la bonne coopération avec nos partenaires internationaux. Nous avons la possibilité de poser les bons jalons pour la politique économique de ce pays. Les annonces des États-Unis sont sans équivoque : le gouvernement américain compte renforcer notablement son économie, la plus puissante, et mettra tout en œuvre pour améliorer son attractivité. Si l'Europe et la Suisse restent les bras croisés et ne réalisent pas des réformes libérales pour renforcer leur économie, nous verrons non seulement notre prospérité diminuer, mais nous mettrons aussi en danger notre sécurité.

Je vous remercie de votre attention.

Embargo : jusqu'à 10 h 15

Conférence de presse annuelle 2025

Mardi 4 février 2025

Seul le discours prononcé fait foi.

La voie bilatérale est la voie de la Suisse

Monika Rühl, présidente de la direction d'economie suisse

Mesdames, Messieurs,

À mon tour de vous souhaiter la bienvenue à notre conférence de presse. Je rebondis sur les propos du président et poursuis la discussion sur la politique européenne. La situation actuelle est extraordinairement exigeante, car plusieurs initiatives remettent en question la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE. Je pense à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions », qui entraînerait la résiliation de la libre circulation des personnes, à celle pour la protection aux frontières, qui menace les accords de Schengen/Dublin, et à l'initiative « Boussole », qui s'oppose aux bilatérales III.

La voie bilatérale est mise à l'épreuve. Cela, nous l'acceptons. Dans notre démocratie directe, ce qui a fait ses preuves est sans cesse remis en question. Pour nous, les partisans des bilatérales, cela signifie que nous devons continuellement démontrer les avantages de la voie bilatérale. Ces dix dernières années, nous y sommes parvenus, lors de toutes les votations concernant la politique européenne. Votation après votation, le peuple suisse a soutenu les bilatérales. Des enquêtes confirment aussi régulièrement qu'une grande majorité des votants soutient la poursuite de la voie bilatérale.

Cela donne confiance. Les électeurs voient bien que la voie bilatérale est la meilleure des options disponibles. C'est la voie empruntée par la Suisse. Les alternatives seraient d'adhérer à l'UE ou de faire cavalier seul. Ni l'un ni l'autre ne serait judicieux pour l'économie suisse. Ce qui ne signifie pas que la voie bilatérale, une réalité depuis de nombreuses années, n'amène pas son lot de défis. Nous n'occultons aucunement les questions importantes comme celle de la souveraineté nationale. Mais nous sommes convaincus que la voie bilatérale est taillée sur mesure pour notre pays : là où nous souhaitons un accès au marché ou une coopération, nous concluons des accords et nous nous entendons sur des règles communes. Mais, dans les domaines où nous ne voulons pas d'accords, nous n'en signons pas. À mes yeux, cette politique avisée, qui est dans l'intérêt du pays, doit se poursuivre.

Voici un autre thème qui préoccupe beaucoup les milieux économiques. Il est actuellement « tendance » dans le camp de la gauche et des Verts d'expliquer à la population, à coup d'initiatives,

que son comportement ainsi que celui des entreprises est irresponsable. C'est la raison pour laquelle nous aurions besoin d'une initiative populaire pour la responsabilité environnementale ou d'une initiative « multinationales responsables ». La Suisse, sa population et ses entreprises, agissent pourtant de manière très responsable. Des initiatives extrêmes sont donc totalement déplacées.

En cas d'acceptation, l'initiative pour la responsabilité environnementale, qui est soumise en votation dans quelques jours, obligerait la Suisse à limiter massivement sa consommation de ressources dans les dix ans. Cela impliquerait de nombreuses nouvelles prescriptions et interdictions qui limiteraient fortement la consommation, affaibliraient l'économie et renchériraient les produits et les services. Pour notre part, nous parlons d'une initiative « irresponsable ». À l'instar du Conseil fédéral et du Parlement, l'économie s'y oppose fermement. Nous préconisons au contraire de poursuivre la politique environnementale actuelle. Sur ce plan, la Suisse a fait de nombreux progrès ces dernières décennies. Elle utilise les ressources naturelles de manière plus efficace et la consommation par habitant de la population suisse pèse globalement moins sur l'environnement qu'il y a vingt ans.

Dans le domaine de la responsabilité des entreprises également, nous pensons qu'il faut maintenir la direction choisie. Nous avons toujours insisté sur le fait que la législation suisse devait évoluer au rythme des développements internationaux. Aujourd'hui, nous voyons que l'UE réalise une analyse approfondie de sa propre réglementation sur les chaînes d'approvisionnement, dont la complexité suscite une forte résistance dans plusieurs pays membres. Certaines voix au sein de l'UE plaident même pour une suspension. L'orientation actuelle de l'UE est claire : la réglementation en matière de durabilité est soumise à un nouvel examen critique. En Suisse aussi, les nombreuses obligations de reporting en matière de durabilité occasionnent des coûts. Si on faisait une pile avec tous les rapports des entreprises suisses, elle atteindrait la hauteur de la Prime Tower de Zurich. C'est pourquoi, en Suisse aussi, nous devons revoir notre législation en matière de durabilité et nous demander comment la rendre la plus efficace possible. La situation se complique encore un peu avec la nouvelle initiative « multinationales responsables » des ONG, qui demande de reprendre pour ainsi dire tel quel la réglementation européenne sur les chaînes d'approvisionnement, celle-là même qui suscite des critiques en Europe. Autrement dit, une réglementation européenne qui sera bientôt dépassée. Nous sommes convaincus que la Suisse doit continuer à tenir compte des évolutions internationales dans sa législation – et qu'elle doit aussi suivre l'évolution de la discussion au sein de l'UE. Mais nous n'avons pas besoin de nouvelles dispositions constitutionnelles rigides.

J'aimerais dire encore quelques mots sur les activités de campagne d'economiesuisse. Il y a bientôt un an, le peuple suisse disait oui à la 13^e rente AVS. La campagne de votation a été aussi intense qu'émotionnelle. Le Conseil fédéral, le Parlement, les partis bourgeois et l'économie s'étaient engagés contre le projet et ont perdu. Nous avons saisi cette occasion et décidé d'examiner minutieusement les activités de campagne de l'économie. En tant que principale organisation des milieux économiques à réaliser des campagnes, notre association a une responsabilité particulière. C'est pourquoi notre Comité a approuvé l'été dernier une vaste stratégie pour les futures activités de la campagne.

Notre stratégie poursuit deux objectifs : premièrement, l'économie souhaite obtenir un meilleur soutien de la part de la population. Il s'agit de garantir et de faire avancer le modèle libéral auquel la Suisse doit son succès. Nous entendons rendre tangibles les avantages d'une économie suisse innovante et qui connaît la croissance. Deuxièmement, l'économie souhaite développer sa capacité à mener des campagnes. En nous fondant sur ces objectifs, nous avons développé un portefeuille de projets comprenant plusieurs mesures que nous sommes en train de mettre en œuvre. J'aimerais mentionner trois de ces projets :

- Ces derniers mois, nous avons constitué un précieux réseau qui compte désormais plus de 1300 ambassadeurs de l'économie. En s'engageant dans le débat public et sur les réseaux sociaux, ces personnalités issues de toute la Suisse contribuent à rendre les thèmes économiques plus tangibles. Il s'agit d'entrepreneurs, de CEO, de personnalités actives en politique, mais aussi de jeunes proches de l'économie, pour qui le dialogue sur des questions économiques compte. Nous sommes convaincus que nous devons donner un visage à l'économie. Ainsi, l'économie devient plus proche et crédible – une clé pour obtenir un plus grand soutien.
- Nous développons de manière très ciblée les campagnes à long terme. Il s'agit de créer un bruit de fond permanent sur le modèle libéral auquel la Suisse doit son succès, mais aussi de campagnes à long terme sur des thèmes intéressant l'économie et qui feront tôt ou tard l'objet d'une votation.
- Nous renforçons, en fin, notre propre capacité à mener des campagnes et intensifions la coopération avec des organisations partenaires, des associations membres et des partis. L'objectif est de renforcer l'écosystème de campaigning du camp libéral et bourgeois. La clé réside dans la coopération. Cela dit, il est également clair que nous n'avons pas l'intention de créer une nouvelle organisation de campagne des milieux économiques. Nous n'allons pas ressusciter l'ancienne Société pour le développement de l'économie suisse (SDES). Au contraire, nous sommes convaincus que les différentes associations doivent maintenir et développer leur capacité à mener des campagnes et accroître leur force de frappe avec une collaboration ciblée. Nous y travaillons.

Cela suffira-t-il à obtenir un plus grand soutien de la population pour les préoccupations de l'économie ? La population sera-t-elle à nouveau intimement convaincue que « ce qui est bon pour l'économie est bon pour la Suisse et pour moi » ? Une chose est sûre : les travaux en cours représentent une pièce importante du puzzle, mais ils ne résoudront pas tout. Ce qui compte, c'est l'engagement des entreprises dans la politique, dans la culture ou dans la formation des jeunes. Cela crée de la proximité et de la confiance, et c'est le fondement du soutien accordé à l'économie par la population. Ce qui compte également, c'est la qualité des projets politiques. Un projet est-il convaincant ? Prend-il en compte les inquiétudes et les préoccupations de la population ? Est-il largement soutenu ? Nous devons travailler sur ces points. Ensemble et en étant prêts à faire des concessions – dans l'intérêt d'une place économique suisse forte.

Je vous remercie de votre attention.